



**77^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

**DES TPE-PME
AU RALENTI**

Juillet 2023

La croissance marque le pas en 2023 et les perspectives pour 2024 sont peu engageantes

Les contraintes de production et de demande continuent de peser sur la croissance des TPE-PME, qui serait quasi atone en 2023. Les TPE-PME prévoient une croissance moyenne de leur chiffre d'affaires de +1 % cette année, après +6 % estimé en 2022. L'emploi, qui a globalement surpris à la hausse ces dernières années, ralentirait moins fortement, avec pour contrepartie une productivité qui resterait à la peine.

L'activité serait stable dans le Commerce, la Construction et les Transports. L'Industrie et les Services s'en sortiraient un peu mieux, avec une croissance anticipée du chiffre d'affaires de 2 % en moyenne. Le rattrapage se poursuit dans le Tourisme bien qu'à un rythme moindre que l'an passé (+8 % prévu en 2023 après +23 % estimé en 2022).

Ce ralentissement marqué de l'activité s'inscrit dans un contexte de persistance des contraintes de production (difficultés d'approvisionnement qui se dissipent mais qui concernent un nombre encore élevé d'entreprises, hausse des coûts de l'énergie et des salaires), d'un tassement de la demande et d'une forte hausse du coût du crédit. Pour pallier la hausse des coûts de production, la moitié des dirigeants environ (52 %) compte augmenter les prix de vente. La hausse moyenne serait de +3,5 %, soit un peu moins que l'augmentation moyenne des salaires prévue cette année (+3,9 %). Les chefs d'entreprise ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État (PGE) le mobilisent de plus en plus : 64 % ont consommé la majorité de leur prêt (56 % en novembre dernier). Ils restent en revanche confiants quant à leur capacité de remboursement: seuls 4 % craignent ne pas être en mesure de le rembourser.

Dans ce contexte, les TPE-PME sont plus nombreuses à anticiper une dégradation de leur marge nette cette année qu'une amélioration (35 % vs 22 %). En outre, leur situation de trésorerie se détériore quelque peu. L'indicateur relatif à la trésorerie des six derniers mois perd 1 point sur le semestre et 5 points sur un an à -10 mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période, partant d'un plus haut niveau historique fin 2021, à +2. 25 % des TPE-PME jugent désormais leur trésorerie difficile (elles étaient 22 % il y a un an et en mai 2019). Les perspectives quant à la situation financière à venir sont mieux orientées qu'en novembre dernier : si les TPE-PME restent plus nombreuses à anticiper une dégradation de leur trésorerie au cours des 6 prochains mois plutôt qu'une amélioration, l'indicateur de trésorerie future progresse toutefois de 10 points sur le semestre à -5 et s'approche de son niveau moyen de longue période.

Le resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour contrer l'inflation se traduit par une hausse des taux d'intérêt accordés aux entreprises. Près de la moitié des TPE-PME jugent désormais le coût du crédit comme un obstacle important à l'investissement (48 %). C'est le premier frein cité, au même niveau que la faiblesse de la demande (habituellement mentionné comme premier obstacle). L'accès au crédit reste toutefois encore relativement souple : 12 % des TPE-PME déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur trésorerie (+1 point en six mois) et 11 % pour financer leurs investissements (stable), des proportions proches de celles observées avant la crise sanitaire.

Dans ce contexte, la part des TPE-PME qui comptent investir en 2023 reste stable sur un an (45 %), à un niveau toujours inférieur à celui observé avant crise (50 % en mai 2019 pour l'année 2019). Les montants investis sont en moyenne attendus en très léger ralentissement (solde d'opinion en baisse de 1 point sur un an à -3), ils se tasseraient plus nettement dans les Transports. Le motif environnemental soutiendrait quelque peu l'investissement, la part de TPE-PME comptant augmenter les investissements verts cette année étant un peu plus importante que celle comptant les diminuer (18 % vs 13 %). Pour autant, ce type d'investissements reste concentré dans une minorité d'entreprises (35 % des TPE-PME en 2022). Les principales motivations de ces investissements sont la mise en place d'un système de tri des déchets ou de recyclage (43 %), l'achat d'équipement de production plus performant énergétiquement ou moins émetteur de gaz à effet de serre (37 %) et le renouvellement du parc automobile (32 %).

La crise énergétique, matérialisée par une envolée des prix et des tensions sur les approvisionnements en lien avec la reprise vigoureuse post-Covid et la guerre en Ukraine, a conduit les entreprises à réduire leur consommation énergétique. En 2022, 59 % des TPE-PME déclarent avoir entrepris des actions de sobriété énergétique, et la majorité compte les pérenniser en 2023 (61 % totalement, 31 % en grande partie). Ainsi, une part de la baisse de consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre observée en 2022 serait reconduite au moins cette année et pourrait même être durable.

Les TPE-PME sont peu confiantes quant aux perspectives pour 2024. L'indicateur prévisionnel d'activité perd 5 points et se situe nettement en deçà de sa moyenne observée sur la période 2000-2022. Les perspectives sont les plus mal orientées dans la Construction, secteur encore très pénalisé par la hausse des coûts de production et particulièrement exposé aux conséquences des hausses de taux d'intérêt, affectant le marché de l'immobilier. Une fois encore, l'indicateur prévisionnel de l'emploi résiste mieux, ne laissant pas entrevoir de récupération des gains de productivité à horizon 2024.

Cette étude se base sur les réponses de 5 011 TPE-PME (1 à 249 salariés), reçues entre le 11 mai et le 12 juin 2023.

CE QU'IL FAUT RETENIR

1

En 2023, l'activité est attendue en net ralentissement. Les embauches seraient logiquement également moins dynamiques mais résisteraient mieux.

Les TPE-PME tablent sur une croissance moyenne de leur chiffre d'affaires de +1 % en 2023 après +6 % estimé l'an passé. À +12, le solde d'opinion perd 15 points sur le semestre et s'inscrit désormais à un niveau un peu inférieur à sa moyenne de long terme (+14). Les difficultés d'approvisionnement pèsent encore sur l'activité, même si elles se sont de nouveau estompées ce semestre. Les embauches ralentiraient dans une bien moindre mesure, l'indicateur restant ainsi bien au-dessus de sa moyenne de long terme, alors que les difficultés de recrutement restent prégnantes.

2

Partant d'un niveau très élevé en 2021, la trésorerie continue de se dégrader légèrement début 2023.

En dégradation depuis fin 2021, la trésorerie des TPE-PME reste néanmoins à un niveau plutôt confortable. Le solde d'opinion perd 1 point depuis novembre mais demeure au-dessus de sa moyenne de long terme (-10 contre -15). Les TPE-PME sont moins pessimistes qu'il y a 6 mois quant à l'évolution future de leur trésorerie, l'indicateur gagnant 10 points sur le semestre à -5.

3

Les TPE-PME continuent de puiser dans leur PGE pour faire face aux hausses de coût de production

Parmi les TPE-PME ayant souscrit à un PGE, 64 % déclarent en avoir utilisé la majorité (dont 46 % la quasi-totalité), proportion en hausse de 8 points sur six mois et de 11 points sur un an. 4 % craignent ne pas pouvoir le rembourser.

4

L'investissement ralentirait quelque peu cette année, dans un contexte où le coût du crédit est en nette hausse mais l'accès au financement reste plutôt aisé

45 % des TPE-PME comptent investir en 2023, une proportion stable sur un an mais toujours inférieure à celle d'avant crise (50 % en mai 2019 pour 2019). L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis recule d'un point à -3, alors que le coût du crédit devient le principal obstacle à l'investissement au même niveau que la faiblesse de la demande, cité par 48 % des TPE-PME. La part des dirigeants confrontés à des difficultés d'accès au crédit d'investissement reste toutefois relativement faible (11 %). Les TPE-PME anticipent une légère hausse de leurs investissements verts cette année (solde d'opinion à +5).

5

L'année 2024 est attendue peu dynamique mais les embauches continueraient de résister

Le solde d'opinion sur l'évolution anticipée de l'activité recule de 5 points à +16, s'éloignant fortement de sa moyenne de longue période (+26). Les perspectives d'emploi sont moins pessimistes, l'indicateur prévisionnel relatif aux effectifs reculant de 4 points à un niveau proche de sa moyenne de long terme.

6

Dans un contexte de crise énergétique, une majorité de TPE-PME a entrepris des actions de sobriété énergétique l'an passé

Parmi les 59 % de TPE-PME ayant conduit des actions de sobriété énergétique en 2022, 61 % comptent les pérenniser en 2023 en totalité et 31 % en grande partie.

Les chiffres clés

+12

SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2023

EN RECU DE 15 POINTS SUR SIX MOIS ET DE 13 POINTS SUR UN AN

+16

SOLDE D'OPINION SUR LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2024

EN BAISSÉ DE 5 POINTS SUR UN AN

48%

PART DES TPE-PME QUI CITENT LE COÛT DU CRÉDIT COMME OBSTACLE À L'INVESTISSEMENT

EN HAUSSE DE 29 POINTS SUR UN AN

52%

PART DES TPE-PME QUI COMPTENT AUGMENTER LEURS PRIX DE VENTE EN 2023

EN BAISSÉ DE 20 POINTS SUR UN AN

64%

PART DES TPE-PME QUI DÉCLARENT AVOIR DÉPENSÉ PLUS DE LA MOITIÉ DE LEUR PGE

4 % ONT PEUR DE NE PAS ÊTRE EN MESURE DE LE REMBOURSER

59%

PART DES TPE-PME AYANT ENTREPRIS DES ACTIONS DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE EN 2022

61 % D'ENTRE ELLES COMPTENT LES PÉRENNISER EN TOTALITÉ

SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2024**
- 04. MÉTHODOLOGIE**



01.

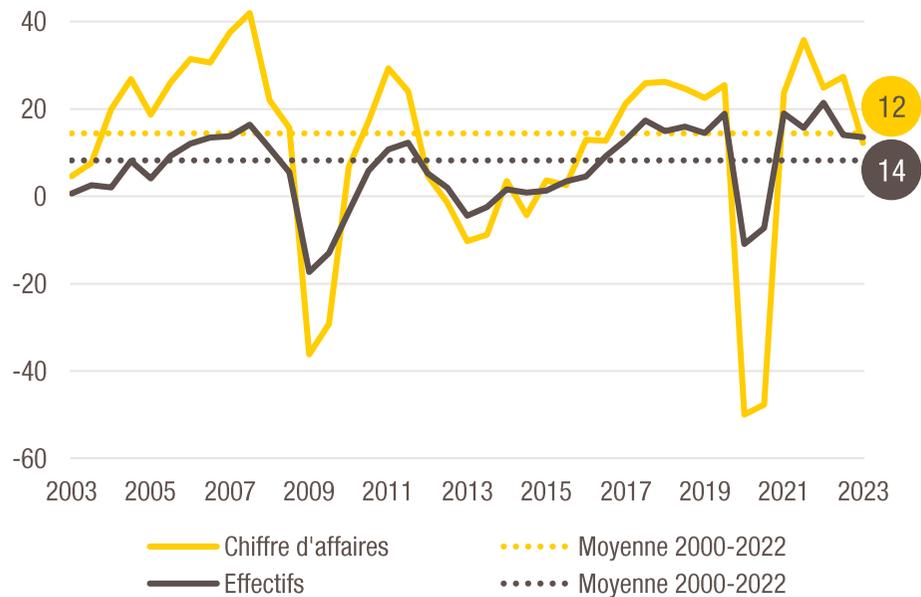


ACTIVITÉ ET EMPLOI

Résilience de l'emploi malgré un coup de frein sur la croissance en 2023

La croissance est attendue quasi atone par les TPE-PME cette année. Les embauches ralentiraient en conséquence mais résisteraient mieux que l'activité.

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour cette année est passé de +27 à +12 entre les interrogations de novembre 2022 et mai 2023.
Champ : total (N=5011)

Source : Bpifrance Le Lab

Les chefs d'entreprise anticipent une très faible hausse de leur chiffre d'affaires cette année.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires cette année s'inscrit en net recul à la mi-2023 (-15 points sur 6 mois, -13 points sur 1 an). À +12, il repasse ainsi un peu sous sa moyenne de long terme (+14). Les chefs d'entreprise ne sont plus que 33 % à anticiper une hausse de leur activité en 2023 (ils étaient 42 % il y a un an) tandis que 21 % prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires (17 % il y a un an).
- Les dirigeants de TPE-PME tablent en moyenne sur une croissance de 1 % de leur chiffre d'affaires cette année, en très net ralentissement par rapport à 2022 (6 % estimé en novembre dernier). Comme prévu il y a six mois, les commandes se sont tassées au 1^{er} semestre : le solde d'opinion sur le niveau des carnets de commandes des 6 derniers mois recule de 7 points, à -1, mais reste encore au-dessus de sa moyenne de longue période (-6). Les dirigeants ne s'attendent pas à regarnir leurs carnets de commandes d'ici la fin d'année : l'indicateur progresse certes de 7 points sur le semestre mais reste en territoire négatif (-1) et sous sa moyenne de long terme (+4).
- L'activité des TPE-PME est notamment contrainte par la nette hausse des coûts de production (en particulier énergie, salaires – cf. focus), ainsi que par l'inflation élevée grevant le pouvoir d'achat des ménages. Si les difficultés d'approvisionnement s'estompent progressivement, 40 % des dirigeants estiment encore qu'elles continuent de limiter significativement l'activité de leur entreprise (ils étaient 46 % à l'affirmer en novembre dernier).
- Les entreprises exportatrices, tout comme les entreprises innovantes, feraient également face à un ralentissement de leur activité, mais connaîtraient une croissance plus soutenue (resp. +3 % et +4 %) que leurs homologues non-exportatrices et non-innovantes (0 %).
- Les TPE de moins de 10 salariés semblent davantage affectées. Leur solde d'opinion repasse en territoire négatif (-14 points sur 1 an à -2), avec 25 % de dirigeants anticipant un recul de leur chiffre d'affaires contre seulement 23 % une augmentation. En moyenne, les dirigeants de TPE anticipent une contraction de 1 % de leur chiffre d'affaires cette année. Le chiffre d'affaires augmenterait à l'inverse de 2 % chez les PME d'au moins 10 salariés, et même de 5 % pour les plus grosses PME (100 à 250 salariés).

L'emploi semble mieux résister que l'activité en 2023.

- L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME s'établit à +14, en recul de 7 points sur un an mais stable par rapport à novembre dernier. Il reste ainsi bien au-dessus de sa moyenne de long terme (+8).
- Dans un contexte d'inflation élevée et de tensions sur les recrutements, 77 % des dirigeants de TPE-PME comptent augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2023, soit davantage que l'an passé. 46 % envisagent d'accorder une hausse d'au moins 5 % (cf. focus p. 10).



Ces anticipations sont en ligne avec les prévisions de l'Insee ([Note de conjoncture de juin](#)) et la Banque de France ([Projections macroéconomiques de juin](#)), qui tablent sur une croissance faible de l'activité en 2023 (+0,6 % et +0,7 % respectivement, après une croissance de +2,5 % en 2022).

Activité

Un ralentissement généralisé à tous les secteurs

Le ralentissement s'observe dans l'ensemble des secteurs d'activité. La croissance resterait plus élevée dans le Tourisme, qui poursuit son rattrapage.

Le ralentissement de l'activité est plus ou moins marqué selon les secteurs.

- Les TPE-PME du secteur du Tourisme poursuivraient leur rattrapage en 2023. La croissance serait moindre qu'en 2022 mais encore soutenue (+8 % d'augmentation du chiffre d'affaires en moyenne pour 2023, après +23 % estimé pour 2022). À +40, le solde d'opinion perd 21 points sur un an mais reste largement au-dessus de sa moyenne de longue période (+3).
- L'activité ralentirait nettement dans l'ensemble des autres secteurs. Les TPE-PME de l'Industrie et les Services anticipent une croissance de +2 % en moyenne. Le solde d'opinion, en baisse de respectivement 19 et 13 points sur un an, repasse légèrement sous sa moyenne de long terme dans ces deux secteurs. Au sein des sous-secteurs, l'Industrie agro-alimentaire tire son épingle du jeu (+9 points sur un an, -8 points sur le semestre), avec une prévision de croissance du chiffre d'affaires pour 2023 de +5 % en moyenne.
- La croissance serait la moins dynamique dans le Commerce, la Construction et les Transports (proche de 0 %). Le solde d'opinion relatif à l'activité affiche la baisse la plus marquée sur 6 mois dans les Transports (-33 points à +11, -16 points sur un an), tout en restant légèrement au-dessus de sa moyenne de long terme. Il s'établit à très bas niveau dans le Commerce (+2, soit 10 points en-deçà de sa moyenne de longue période).

 Cf. focus sectoriel

- Par région, les TPE-PME du Centre-Val de Loire et d'Île-de-France sont les plus optimistes, avec une croissance prévue de leur chiffre d'affaires de près de +3 % en moyenne, suivie par les TPE-PME de la région PACA qui anticipent une hausse de 2 % en moyenne de leur chiffre d'affaires. À l'inverse, l'activité ne progresserait pas cette année en Bourgogne-Franche-Comté, Grand-Est, Hauts-de-France et Normandie.

 Cf. focus régional

GRAPHIQUE 2 : SOLDE D'OPINION SUR L'ACTIVITÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ
SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=5011)

Source : Bpifrance Le Lab

Emploi

Ralentissement modéré des embauches

En 2023, les embauches seraient un peu moins allantes. Le ralentissement serait toutefois bien moindre que celui de l'activité.

Les embauches seraient moins dynamiques dans le Commerce, la Construction et les Transports, en cohérence avec une activité plus déprimée dans ces secteurs

- Le solde d'opinion sur l'emploi diminue sur le semestre dans le Commerce et la Construction (-3 pts et -1 pt, -5 points chacun sur un an) et se stabilise dans les Transports où il recule toutefois de 6 points sur un an. Il se situe ainsi proche de sa moyenne de long terme dans ces trois secteurs.
- Malgré un repli sur le semestre (-6 pts) et sur un an (-3 pts), l'indicateur relatif à l'emploi dans le Tourisme demeure, à +13, nettement supérieur à sa moyenne de long terme (0), en cohérence avec la poursuite du rattrapage attendue cette année.
- Les embauches seraient un peu plus dynamiques dans l'Industrie (stable sur le semestre mais en baisse de 11 pts sur 1 an) et les Services (+2 pts sur le semestre, -9 pts sur 1 an), où l'indicateur atteint +18, un niveau nettement supérieur à la moyenne de long terme (resp. +7 et +13).

 Cf. focus sectoriel

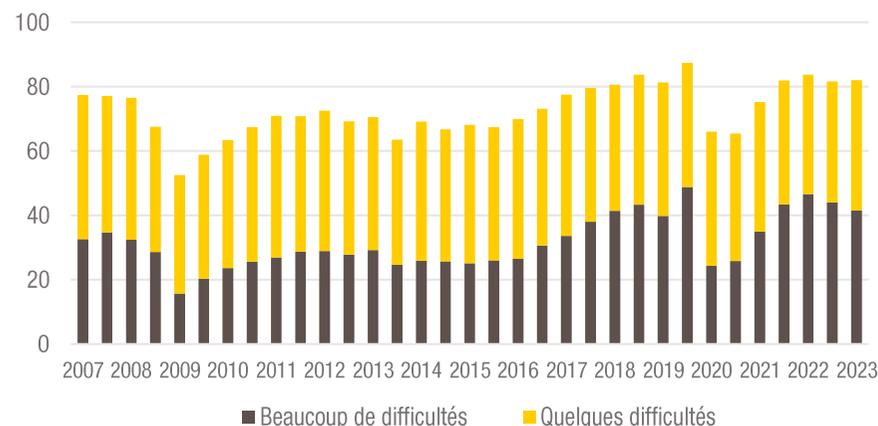
Comme habituellement, les créations d'emploi seraient plus allantes chez les PME d'au moins 10 salariés, les PME innovantes et celles tournées vers l'international.

- Le solde d'opinion sur l'emploi suit une trajectoire assez similaire quels que soient la taille de l'entreprise et son caractère innovant et/ou exportateur. Il est quasi-stable sur le semestre, et en recul sur un an, tout en restant à des niveaux supérieurs à la moyenne de longue période.
- Les dirigeants sont nettement plus nombreux en proportion à anticiper une hausse des effectifs dans les PME d'au moins 10 salariés (27 % contre 13 % chez les TPE de moins de 10 salariés), les PME exportatrices (29 % contre 21 % chez les non-exportatrices) et les PME innovantes (34 % contre 18 % chez les non innovantes).

Les difficultés de recrutement se maintiennent au niveau observé avant la crise sanitaire

- Les difficultés de recrutement sont globalement stables depuis novembre 2021, à des niveaux proches de ceux observés avant la crise sanitaire : 82 % des chefs d'entreprise ayant cherché à recruter déclarent avoir rencontré des difficultés pour le faire. Ils sont toutefois moins nombreux depuis un an à signaler de grandes difficultés : 42 % d'entre eux, après 44 % en novembre dernier et 47 % il y a 1 an .
- Ces difficultés touchent principalement le Tourisme et la Construction (87 % des dirigeants de TPE-PME sont concernés), ainsi que l'Industrie (85 %).

• GRAPHIQUE 3: PART DES PME AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (EN %)



Note de lecture : Les données de novembre 2019 sont à interpréter avec précaution en raison d'une légère modification dans la question posée aux entreprises.
Champ : Total (N = 5011) ; Source : Bpifrance Le Lab



L'emploi a globalement surpris à la hausse depuis le début de la crise sanitaire, affichant une bien meilleure résilience que l'activité. Comme le rappelle la Banque de France dans ses [Projections Macroéconomiques de mars 2023](#), le dynamisme de l'emploi a eu pour contrepartie un recul de la productivité (-1,4 % par an sur la période 2020-2022).

Les données de l'Insee traduisent des créations nettes d'emploi salarié dans le secteur privé encore dynamiques début 2023 (+86 600 au 1^{er} trimestre 2023, soit +0,41 % par rapport au trimestre précédent, une progression proche de la moyenne observée sur les trimestres de l'année 2022).

FOCUS

En 2023, l'évolution des salaires serait en moyenne supérieure à celle des prix de vente

77 % des TPE-PME pensent augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2023, soit davantage qu'en 2022 (72 % des TPE-PME déclaraient avoir accordé des augmentations salariales en 2022 lors de la 76^e enquête).

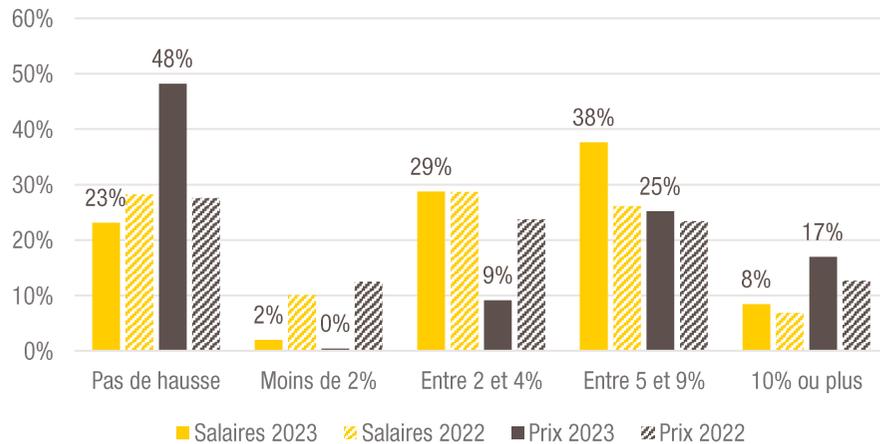
- L'évolution moyenne attendue par les TPE-PME, qu'elles aient prévu d'augmenter ou non les salaires, est de +3,9 %. Celle-ci serait plus élevée dans le secteur du Tourisme où les dirigeants prévoient une hausse moyenne de +4,7 %.
- Les entreprises faisant face à des difficultés importantes de recrutement restent plus nombreuses à vouloir augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2023 que les autres (80 % contre 70 %).

Les hausses de salaire seraient plus conséquentes cette année :

- 46 % prévoient d'augmenter les salaires d'au moins 5 % cette année. Elles étaient 33 % à déclarer avoir accordé de telles augmentations salariales en 2022.
- 42 % des TPE-PME envisageant d'augmenter les salaires prévoient une hausse plus importante que celle accordée en 2022, tandis que seules 13 % anticipent une moindre augmentation salariale cette année.

Graphique 4 : Évolution des salaires et des prix de vente prévue par les TPE-PME en 2023 et estimée en 2022

En %

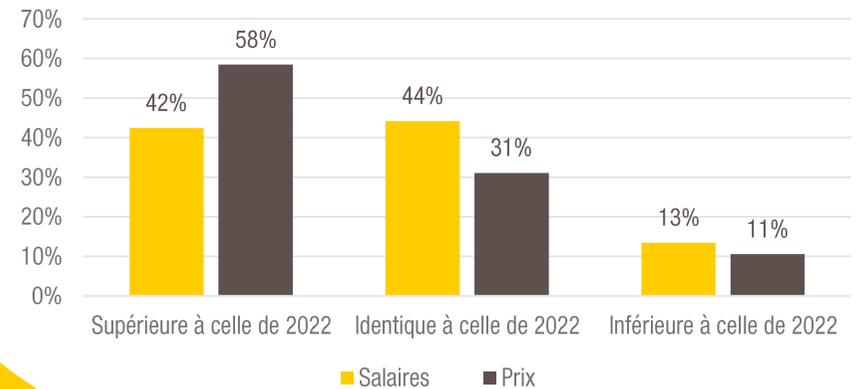


Champ : Total (N=5011 pour 2023, N=4575 pour 2022 – enquête de novembre 2022)

Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 5 : Ampleur de l'augmentation des salaires et des prix de vente anticipés par les TPE-PME en 2023 par rapport à 2022

(En %)



Champ : TPE-PME prévoyant une augmentation de leurs salaires / prix (N= 4218 / 2792)

Source : Bpifrance Le Lab

Les TPE-PME seraient en revanche moins nombreuses qu'en 2022 à augmenter leurs prix de vente : 52 % prévoient une augmentation en 2023 quand 72 % les auraient augmentés en 2022.

- L'évolution moyenne des prix des ventes serait de +3,5 %. La hausse des prix serait la plus contenue dans le secteur des Transports (+2,1 % en moyenne) et la plus élevée dans le Tourisme (+5,4 % en moyenne, avec 65 % des dirigeants prévoyant une augmentation de leurs prix de vente).
- 42 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente d'au moins 5 %, 17 % prévoient une augmentation d'au moins 10 %, des proportions plus élevées qu'en 2022 (resp. 36 % et 13 %).
- Pour 58 % des dirigeants ayant prévu d'augmenter leurs prix de vente, la hausse serait supérieure à celle de 2022, tandis qu'elle serait inférieure pour 11 % d'entre eux.
- Les TPE-PME rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreuses à envisager d'augmenter leur prix de vente en 2023 que celles n'en rencontrent pas (58 % contre 36 %).

Cette année, l'augmentation des salaires (+3,9 %) serait ainsi en moyenne un peu supérieure à l'augmentation des prix de vente (+3,5 %) au contraire de ce qui était pressenti d'après les précédentes enquêtes.

- 44 % des TPE-PME comptent augmenter davantage les salaires de leurs collaborateurs que leurs prix de vente en 2023. 31 % envisagent à l'inverse une hausse de leurs prix de vente supérieure à celle des salaires. Les salaires et les prix évolueraient de concert chez 25 % des TPE-PME.

Dans ce contexte, les TPE-PME sont plus nombreuses à anticiper une dégradation de leur marge nette cette année

- Un peu plus d'un tiers des TPE-PME (35 %) anticipent une dégradation de leur marge nette cette année par rapport à 2022 contre 22 % prévoyant à l'inverse une amélioration.
- Les entreprises du Commerce et de la Construction sont plus nombreuses à s'attendre à une baisse de leur marge nette (respectivement 38 % et 37 % contre 32 % à 33 % dans les autres secteurs). À l'inverse, les TPE-PME du Tourisme, qui comptent davantage augmenter leurs prix de vente cette année, sont les plus nombreuses à anticiper une amélioration de leur marge nette (28 %).



02.



**SITUATION
FINANCIÈRE,
ACCÈS AU CRÉDIT
ET INVESTISSEMENT**

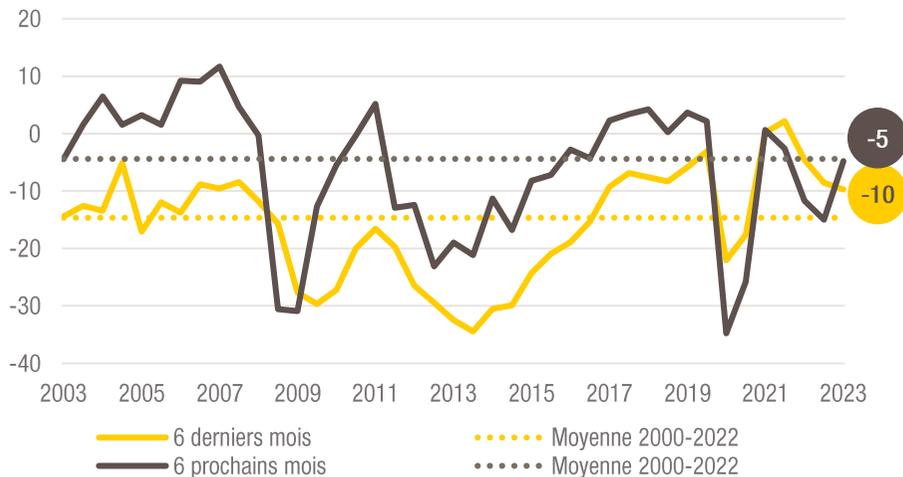
Légère détérioration de la trésorerie attendue en 2023, qui reste relativement confortable

La situation de trésorerie continuerait de se dégrader légèrement en 2023, après les niveaux très aisés atteints en 2021

Dans un contexte de hausse des coûts de production, la situation de trésorerie des TPE-PME continue de se dégrader légèrement début 2023, tout en restant à des niveaux favorables.

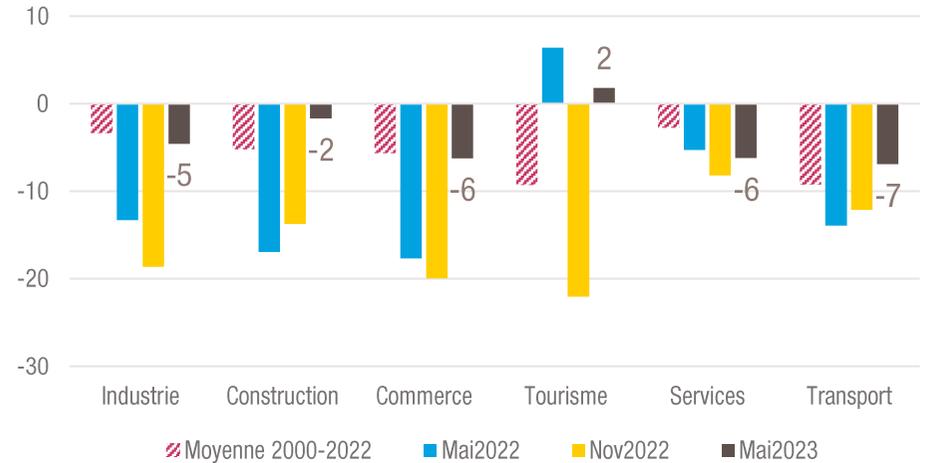
- À -10, le solde d'opinion sur la situation de trésorerie au cours des 6 derniers mois perd 1 point sur le semestre et 5 points sur un an mais reste au-dessus de sa moyenne de long terme (-15). Les TPE-PME sont désormais 25 % à juger leur situation de trésorerie difficile (22 % un an plus tôt et en novembre 2019), 15 % la jugent à l'inverse aisée et 60 % normale.
- Cette légère baisse du solde d'opinion sur la trésorerie récente s'observe dans tous les secteurs à l'exception de l'Industrie, où il gagne 2 points sur le semestre à -9.
- La dégradation de la trésorerie depuis 18 mois intervient néanmoins après une situation historiquement confortable en 2021, grâce aux dispositifs de soutien mis en place lors de la crise sanitaire, parmi lesquels le Prêt Garanti par l'État (PGE, cf. focus p. 13).

GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE (SOLDE D'OPINION EN %)



Note de lecture : en mai 2023, la part des TPE-PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 10 points à la part déclarant une trésorerie facile.
Champ : total (N=5011); Source : Bpifrance Le Lab

GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE FUTURE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (SOLDE D'OPINION EN %)



Champ : total (N=5011); Source : Bpifrance Le Lab

Les TPE-PME sont en revanche nettement moins pessimistes qu'en novembre dernier sur l'évolution future de leur trésorerie.

- Le solde d'opinion prévisionnel gagne ainsi 10 points sur le semestre (à -5) et se rapproche de sa moyenne de long terme (-4). Il s'améliore dans tous les secteurs, et plus particulièrement dans le Tourisme où il gagne 24 points (après un recul de 28 points en novembre dernier) et repasse ainsi en territoire positif (+2), à un niveau nettement supérieur à sa moyenne de long terme (-9).
- Ce regain de confiance quant à la trésorerie sur le semestre écoulé pourrait être lié à la baisse des prix observée sur les marchés de l'énergie entre les périodes d'interrogation (-56 % pour l'électricité, -72 % pour le gaz et -16 % pour le pétrole).

La rentabilité des TPE-PME serait globalement stable en 2023.

- La rentabilité des TPE-PME pour l'année 2022 a été un peu meilleure qu'anticipé en novembre dernier : 78 % des TPE-PME considèrent que leur rentabilité a été « bonne » ou « normale » (76 % en novembre dernier), une proportion similaire à celle observée en 2021. Cette part reste inférieure à celle observée avant crise (83 % en 2019 selon l'enquête de mai 2020) mais quasi identique à la moyenne de longue période (75 %).
- Les TPE-PME sont moins pessimistes qu'en novembre dernier quant à l'évolution de leur rentabilité en 2023. Elles sont désormais 20 % à anticiper une amélioration de leur rentabilité cette année, une proportion en hausse de 5 points sur le semestre. 22 % prévoient à l'inverse une dégradation de leur rentabilité.
- La rentabilité est attendue en nette amélioration dans le Tourisme, où le solde d'opinion s'élève à +14, en franche hausse par rapport à novembre dernier (+19 pts). Elle serait globalement stable dans la Construction, où les TPE-PME sont bien plus optimistes qu'en novembre dernier (+14 pts à -1), ainsi que dans l'Industrie et les Services. Elle se dégraderait en revanche dans le Commerce et les Transports, même si dans une moindre mesure que prévu (resp. +7 et +9 pts, à -8).

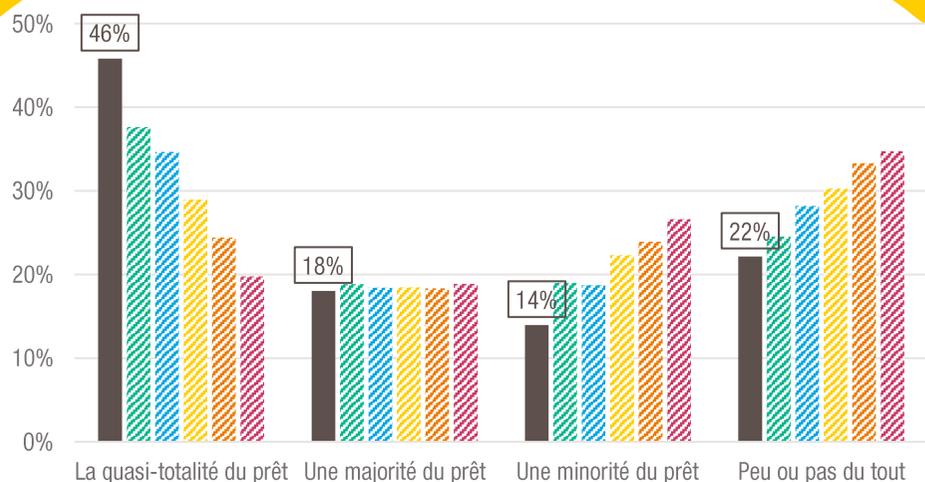
FOCUS

Mi-2023, près des deux-tiers des bénéficiaires du PGE l'ont consommé en majorité

Les PGE (Prêts garantis par l'État) ont fortement été sollicités par les TPE-PME pour faire face au choc d'activité lié à l'épidémie de Covid-19. Un peu plus de la moitié d'entre elles déclarent avoir obtenu un PGE.

Graphique 8 : Montants des PGE utilisés

En %



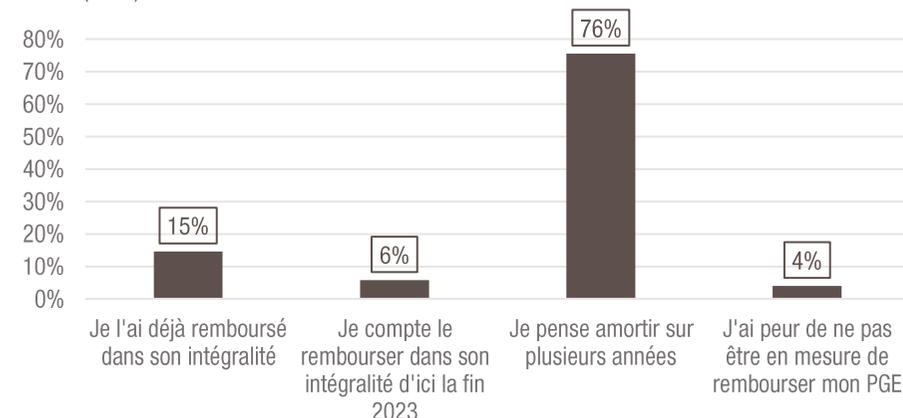
■ Enquête PME (11 mai - 12 juin 2023) ▨ Enquête PME (2 nov - 28 nov. 2022)
 ▤ Enquête PME (12 mai - 13 juin., 2022) ▩ Enquête PME (3 - 29 nov., 2021)
 ▪ Enquête PME (17 mai- 15 juin, 2021) ▫ Enquête PME (26 oct- 01 déc 2020)

Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE (N=2659)

Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 9 : Horizon de remboursement des PGE

(En %)



Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE (N=2659)

Source : Bpifrance Le Lab

À ce jour, 64 % des dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE déclarent l'avoir consommé en majorité (18%) voire dans sa quasi-totalité (46 %), soit une proportion en hausse relativement à novembre 2022 (56 %) et à mai 2022 (53 %). À l'inverse, la part des TPE-PME ayant principalement gardé le prêt en réserve continue logiquement de diminuer pour atteindre 36 % (contre 44 % en novembre 2022).

- Les chefs d'entreprise de la Construction sont ceux ayant le plus consommé leur PGE (69%). Ils sont 62 à 64 % à déclarer avoir utilisé la majorité voire la quasi-totalité de leur prêt dans le Commerce, les Services, l'Industrie et le Tourisme et 58 % dans les Transports.
- Les TPE (moins de 10 salariés) sont en proportion légèrement plus nombreuses à avoir mobilisé la majorité voire la quasi-totalité du prêt que les PME (64 % contre 62 %).

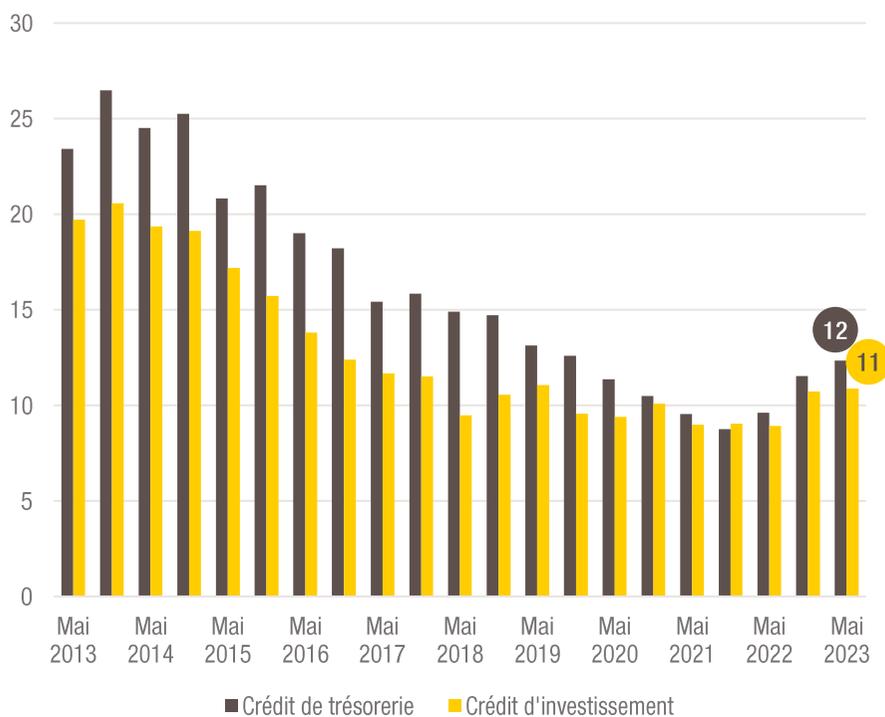
Le risque de non remboursement associé au PGE apparaît toujours relativement limité.

- Environ trois quarts des TPE-PME ayant sollicité le dispositif public prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années. Environ une TPE-PME sur cinq aurait remboursé leur prêt d'ici la fin de l'année : 15 % l'ont déjà intégralement remboursé (elles étaient 11 % il y a 6 mois) et 6 % envisagent de le faire d'ici la fin d'année.
- 4 % des répondants craignent un non remboursement de leur prêt, une proportion en très légère baisse depuis un an (5 % en novembre dernier et 6 % en mai 2022), qui reste proche de celle observée depuis que la question est posée (entre 4 et 6 % depuis fin 2020).
- Les TPE-PME du Tourisme restent en proportion un peu plus nombreuses à faire part de cette crainte, même si moins que l'an passé (6 % après 10 % en novembre dernier et 9 % il y a un an).

Les conditions d'accès au crédit restent relativement souples

L'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement durci depuis 6 mois. Les conditions d'accès au crédit restent toutefois relativement souples, proches des niveaux observés avant crise.

• GRAPHIQUE 10 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %



Champ : Total (N=5011)
Source : Bpifrance Le Lab

L'accès au crédit de trésorerie se durcit quelque peu, retrouvant le niveau d'avant crise.

- Dans un contexte de hausse des taux, les TPE-PME rencontrent un peu plus de difficultés d'accès au crédit de trésorerie. Ainsi, 12 % des TPE-PME déclarent avoir rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion en légère hausse sur le semestre (+1 point) et proche du niveau d'avant crise (13 % en novembre 2019). Les conditions restent néanmoins dans l'ensemble jugées favorables, la part des TPE-PME ayant des difficultés restant en-dessous de la moyenne de long terme (18 %).
- Au cours du 1^{er} semestre 2023, l'accès au crédit de trésorerie s'est le plus durci dans la Construction et le Commerce (+3 pts chacun, à respectivement 14 % et 11 %). La part de TPE-PME rencontrant des difficultés à financer leur exploitation courante diminue à l'inverse dans les Transports (-2 pts à 10 %), ainsi que dans le Tourisme, où elle reste toutefois très élevée, comme habituellement dans ce secteur (-1 pt à 20 %).
- Pour les TPE-PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines demeure la principale explication, citée par 51 % d'entre elles (une proportion stable sur 1 an). La deuxième raison la plus citée (34 % d'entre elles) est la nécessité d'apporter des garanties jugées trop importantes (proportion également stable sur un an, sauf dans l'Industrie où elle grimpe de 8 pts à 42 %). Cité dans des proportions similaires, le risque associé au secteur d'activité représente un frein de plus en plus puissant à l'accès au crédit de court terme (34 %, soit une proportion en hausse de 4 points sur le semestre et de 7 points sur un an). Il concerne plus particulièrement les TPE-PME du Tourisme et des Transports (1^{er} frein cité, par respectivement 58 % et 50 % d'entre elles) ainsi que celles de la Construction (43 %).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont stables.

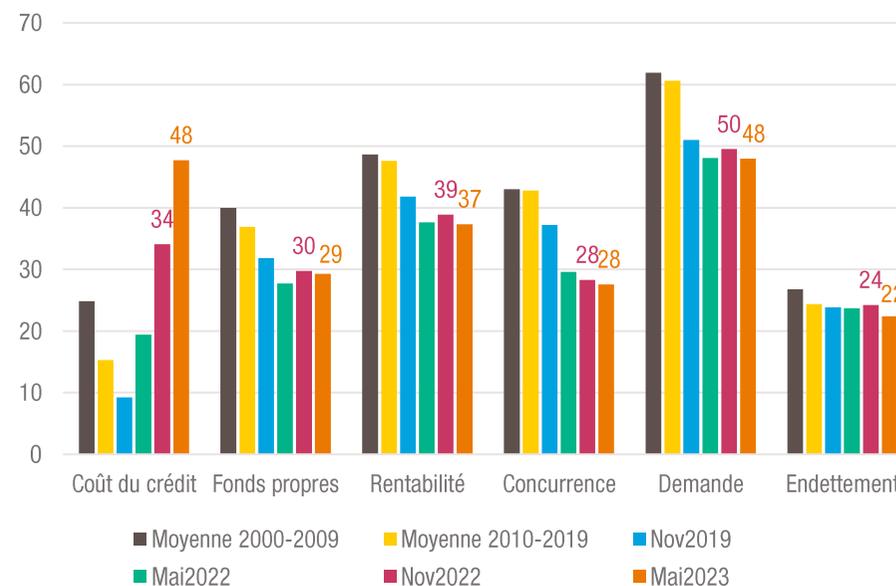
- Comme en novembre dernier, 11 % des TPE-PME déclarent rencontrer des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion légèrement supérieure à celle d'avant crise (10 % en novembre 2019).
- L'accès au crédit d'investissement s'est resserré dans les Services (14 %, soit +2 pts en 6 mois) mais reste relativement stable dans les autres secteurs.
- Les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement citent toujours la fragilité financière de leur entreprise comme la principale raison, une proportion en recul toutefois depuis un an (64 % après 69 %). Le risque associé au secteur d'activité est la deuxième raison qui explique ces difficultés, en forte progression depuis un an (citée par 30 % des TPE-PME ayant rencontré des difficultés pour financer leurs investissements, en hausse de 4 points sur 6 mois et de 7 points sur un an).

Le coût du crédit, principal obstacle à l'investissement

Mi-2023, le coût du crédit devient le principal frein à l'investissement, à égalité avec les contraintes de débouchés.

- Dans un contexte de forte hausse des taux d'intérêt (cf. encadré), le coût du crédit devient logiquement le premier obstacle à l'investissement, cité par près de la moitié des TPE-PME (48 % après 34 % en novembre dernier et 19 % il y a un an). Les TPE-PME des Transports, de la Construction et du Commerce sont plus nombreuses en proportion à considérer le coût du crédit comme un frein à leurs investissements (respectivement 59 %, 53 % et 51 %).
- La faiblesse de la demande constitue toujours un obstacle important à l'investissement, citée également par 48 % des TPE-PME, une proportion en léger recul sur le semestre et stable sur un an. Les TPE-PME de la Construction et du Commerce restent les plus nombreuses à citer la faiblesse de la demande comme un frein à l'investissement (respectivement 53 % et 52 %, des proportions stables depuis un an), alors que l'inflation élevée continue de peser sur la consommation des ménages, et la hausse des taux, et plus généralement le durcissement de l'accès au crédit, sur leurs investissements. À contrario, l'investissement des TPE-PME du Tourisme souffrirait nettement moins des contraintes de demande que l'an passé (41 % après 51 % en mai 2022).
- La faiblesse de la rentabilité est le troisième obstacle mentionné par les dirigeants (37 %), en légère baisse depuis six mois (39 %). Elle représente toutefois le principal obstacle à l'investissement des TPE-PME du Tourisme (45 % considèrent qu'elle représente un frein, une proportion globalement stable depuis un an).
- Les contraintes de bilan identifiées par les TPE-PME évoluent peu. L'insuffisance de fonds propres est évoquée comme un obstacle à l'investissement par 29 % des dirigeants, une proportion quasi stable, toujours inférieure à celle observée avant crise (32 % en novembre 2019). L'endettement excessif est moins cité qu'en novembre dernier (22 % des TPE-PME après 24 %).

• GRAPHIQUE 11 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



Champ : Total (N=5011)
Source : Bpifrance Le Lab

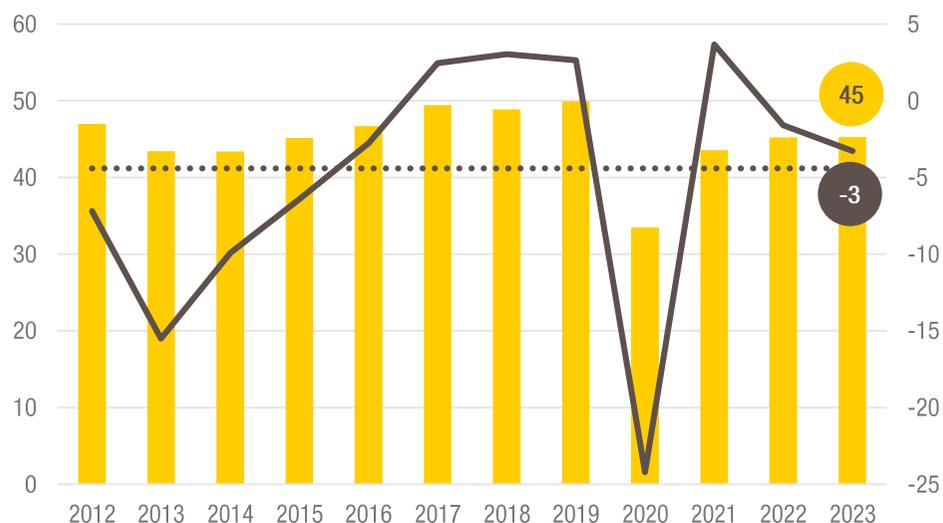


La hausse du coût du crédit s'inscrit dans un contexte inflationniste, qui a poussé la Banque Centrale Européenne (BCE) à normaliser sa politique monétaire, via une diminution progressive de son bilan depuis mars 2023 et une hausse de son taux directeur de 400 points de base depuis juillet 2022. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de la BCE s'établissait ainsi à +4 % en juin, contre 0 % un an plus tôt. Cette hausse se répercute sur le taux des crédits accordés par les banques aux ménages et aux entreprises. Le taux d'intérêt annuel sur les nouveaux crédits accordés aux PME s'élevait ainsi à +4,34 % en avril 2023 contre 1,41 % un an auparavant selon les données de la Banque de France.

L'investissement des TPE-PME ralentirait légèrement en 2023

En 2023, les TPE-PME restent moins nombreuses à investir qu'avant crise.

• GRAPHIQUE 12 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS



■ Part des PME ayant investi ou souhaitant investir d'ici la fin de l'année (% , total des répondants)
 — Évolution des montants investis (solde d'opinion, éch. D.)
 Moyenne 2000-2022

Champ : Total (N=5011)
 Source : Bpifrance Le Lab

45 % des TPE-PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2023, une proportion stable sur un an et toujours inférieure à son niveau d'avant crise (50 % en 2019 et en moyenne sur longue période).

- Les TPE-PME de l'Industrie, qui investissent structurellement le plus, comptent investir dans des proportions proches de celles observées avant crise (58 % d'entre elles comptent investir en 2023 ; elles étaient 60 % en 2019 selon l'interrogation de mai 2019). Les TPE-PME de la Construction et du Tourisme seraient plus nombreuses à investir cette année (+3 pts chacune à respectivement 49 % et 41 %), dans des proportions là aussi proches de celles observées avant crise. Les TPE-PME du Commerce, qui investissent structurellement peu, seraient encore moins nombreuses que l'an passé à investir (33 % après 36 % en mai 2022 et 42 % en mai 2019). Les secteurs des Services et des Transports affichent des parts relativement stables sur un an, mais là aussi bien inférieures à leur niveau d'avant crise (de respectivement 6 pts et 14 pts).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis ou prévus cette année perd 1 point sur un an, et s'inscrit ainsi à -3, un niveau proche de sa moyenne de longue période (-4).

- Les montants investis se tasseraient dans le Commerce et plus fortement dans les Transports : le solde d'opinion perd respectivement 3 et 8 points à -6 et -11, les Transports étant le seul secteur où le solde d'opinion s'inscrit en-dessous de sa moyenne de longue période. L'indicateur reste globalement stable dans les autres secteurs.

Peu d'évolution du côté des sources de financement : 39 % des investissements seraient financés par le secteur bancaire et 37 % autofinancés (le reste étant financé par l'apport d'associés ou de la maison mère, du crédit-bail ou d'autres ressources externes).

Par destination, les dirigeants envisagent de réduire à nouveau leurs investissements mobiliers (50 % des investissements après 53 % en mai 2022 et 60 % en mai 2021), au profit des investissements immobiliers principalement (42 % après 40 % en mai 2022 et 35 % en mai 2021), et incorporels également (8 % après 7 % et 6 %).

L'investissement vert reste concentré dans un tiers des TPE-PME

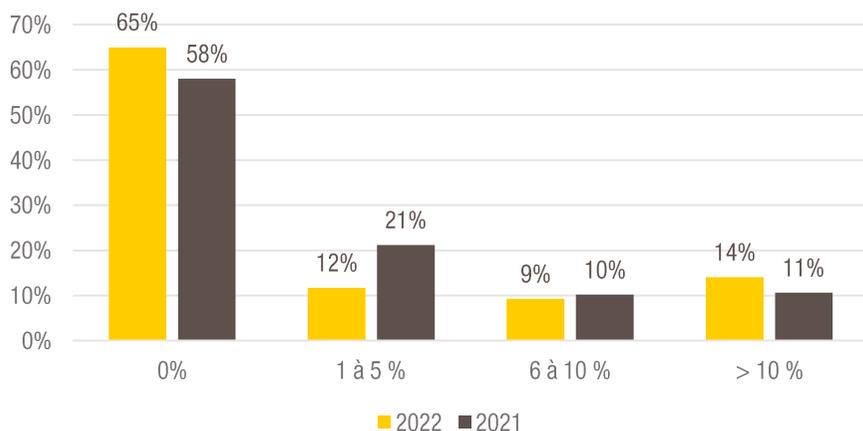
35 % des TPE-PME déclarent avoir réalisé des investissements verts en 2022. Le tri des déchets est la principale motivation, suivi par l'achat d'équipements de production plus performants énergétiquement.

Le motif environnemental (économie d'énergie, gestion des déchets, etc.) est de plus en plus cité par les TPE-PME comme destination de leurs investissements d'après le Baromètre Bpifrance Le Lab - Rexecode.

Pour autant, 65 % des TPE-PME déclarent n'avoir réalisé aucun investissement vert en 2022, une proportion plus élevée qu'en 2021 (58 % d'après l'enquête TPE-PME de mi-2022). À l'inverse, la proportion de TPE-PME consacrant plus de 10 % de leurs dépenses d'investissement à la transition écologique et énergétique (TEE) augmente de 3 points pour atteindre 14 %.

- Les PME d'au moins 10 salariés investissent davantage à ce titre : 47 % d'entre elles ont réalisé des investissements verts en 2022 (dont 20 % à hauteur de plus de 10 % de leurs investissements totaux), contre 33 % des TPE de moins de 10 salariés.

• GRAPHIQUE 13 : PART DES INVESTISSEMENTS VERTS DANS LES INVESTISSEMENTS TOTAUX



Champ : Total (N=5011 en 2022 / N=4595 en 2021)
Source : Bpifrance Le Lab

- Le secteur du Tourisme investit davantage dans la TEE en 2022, avec près de la moitié des TPE-PME (49 %) qui ont réalisé des investissements verts en 2022, dont 18 % à hauteur de 10 % minimum. C'est le seul secteur qui a augmenté ses investissements verts par rapport à 2021 (45 % alors). Les TPE-PME de l'Industrie et des Transports sont également un peu plus nombreuses en proportion à investir dans la TEE (respectivement 40 % et 37 %).

- A noter que près du quart (24 %) des TPE-PME des Transports auraient consacré plus de 25 % de leurs dépenses d'investissement à cette destination, soit la proportion la plus élevée tous secteurs confondus. La part des TPE-PME réalisant des investissements verts a le plus baissé dans la Construction, d'ailleurs la plus faible tous secteurs confondus (31 % après 45 % en 2021).

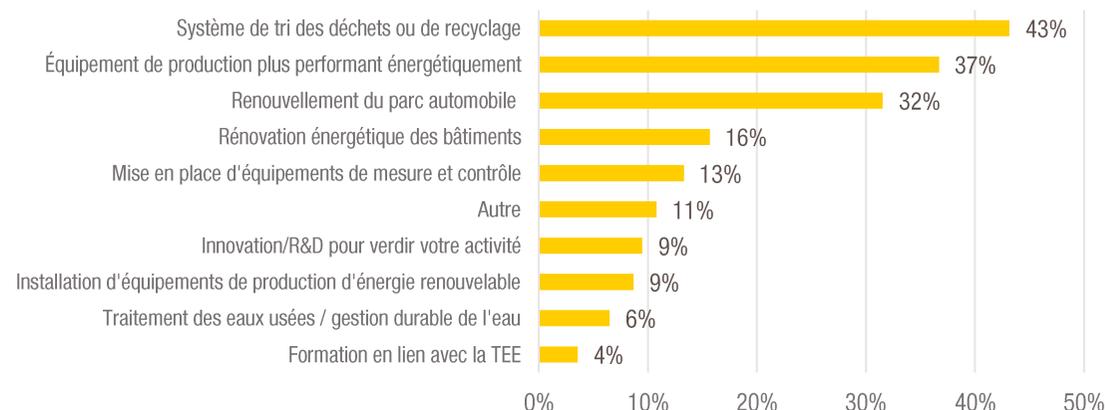
La mise en place d'un système de tri des déchets ou de recyclage est la principale motivation des investissements verts, citée par 43 % des TPE-PME concernées. L'achat d'équipements plus performants énergétiquement vient en 2^e place (37 %) et est particulièrement cité par les TPE-PME du Tourisme (56 %) et des Transports (51 %).

- Le renouvellement du parc automobile est cité par le tiers (32 %) des TPE-PME réalisant des investissements verts et s'affiche logiquement comme le principal motif chez les TPE-PME des Transports (59 %).

Davantage de TPE-PME envisagent d'augmenter leurs investissements verts en 2023 (18 %) que de les réduire (13 %). La majorité compte stabiliser leurs dépenses d'investissements verts.

- Le solde d'opinion relatif aux perspectives d'investissements verts est donc positif (+5), au contraire de celui relatif à l'investissement total (-3, cf. p. 16).
- Les TPE-PME de l'Industrie sont les plus nombreuses à prévoir une augmentation de leurs investissements verts en 2023 (24 %, contre 15 % qui anticipent de les réduire). Seules les TPE-PME des Transports sont légèrement plus nombreuses à compter les réduire cette année (16%) que les augmenter (15 %).
- Plus les PME sont grosses, plus elles envisagent d'accroître leurs dépenses d'investissements verts : 11 % des TPE de moins de 10 salariés contre 21 % des PME d'au moins 10 salariés. Cette proportion grimpe à 34 % chez les PME d'au moins 100 salariés.

• GRAPHIQUE 14 : PRINCIPALES MOTIVATIONS DES INVESTISSEMENTS VERTS EN 2022



Champ : TPE-PME ayant réalisé des investissements verts en 2022 (N=2159)
Source : Bpifrance Le Lab

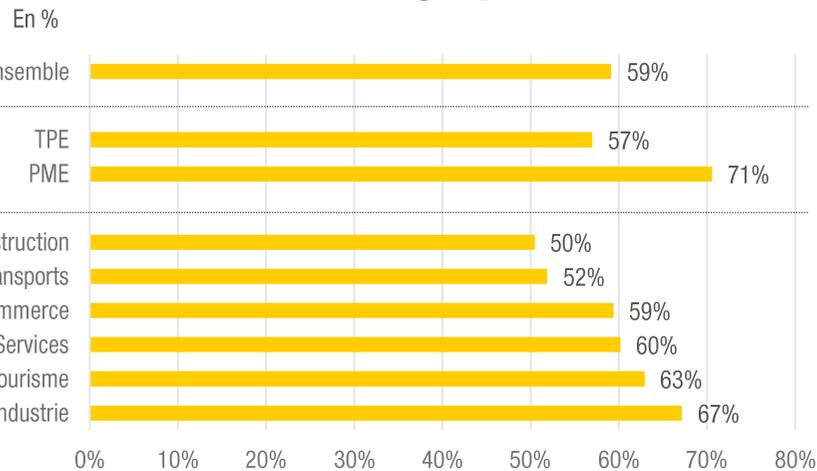
FOCUS

Près de 60 % des TPE-PME ont entrepris des actions de sobriété énergétique en 2022, et une large majorité compte les pérenniser en 2023

La crise énergétique, qui s'est traduite par une envolée des prix du gaz et de l'électricité, a conduit de nombreuses entreprises à réduire leur consommation énergétique. 59 % des TPE-PME ont ainsi entrepris des actions de sobriété énergétique* en 2022.

- Les TPE-PME de l'Industrie et du Tourisme sont les plus nombreuses en proportion à avoir entrepris des actions de sobriété énergétique en 2022 (respectivement 67 % et 63 %).
- La proportion d'entreprises ayant entrepris des actions de sobriété énergétique en 2022 augmente avec la taille de l'entreprise, allant de 57 % chez les TPE de moins de 10 salariés à 84 % chez les PME d'au moins 100 salariés.

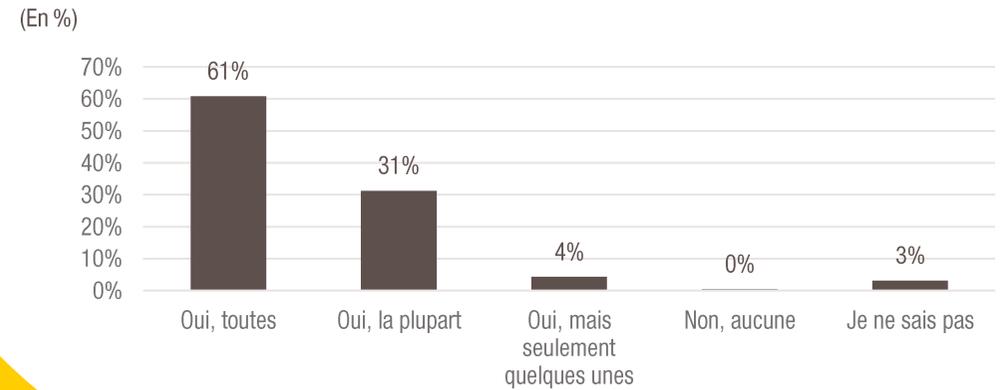
Graphique 15 : Part des TPE-PME ayant mis en place des actions de sobriété énergétique en 2022



Champ : Total (N=5011) ; Source : Bpifrance Le Lab

*Toutes actions économisant la consommation d'énergie, sans affecter l'activité, telles que la réduction de la température des locaux, la modification/réduction de l'éclairage, des écogestes, l'encouragement à la mobilité douce, la rationalisation des usages numériques (email/chat, stockage de données..) etc.

Graphique 16 : Pérennisation en 2023 des actions de sobriété énergétique mise en place en 2022



Champ : TPE-PME ayant mis en place des actions de sobriété énergétique en 2022 (N=3361)

Source : Bpifrance Le Lab

La quasi-totalité d'entre elles (96 %) compte pérenniser ces actions au moins partiellement (61 % en totalité), les autres étant indécises.

- 61 % d'entre elles comptent pérenniser la totalité des actions de sobriété énergétique mises en place en 2022. 31 % compte en pérenniser une grande partie et 4 % seulement quelques-unes. Quasiment aucune TPE-PME envisage de ne pas les pérenniser, même partiellement. 3 % sont indécises.
- Les TPE-PME de la Construction sont davantage indécises, 10 % de celles ayant entrepris des actions de sobriété énergétique ne sachant toujours par si elles comptent les pérenniser en 2023. Elles ne sont ainsi que 83 % à souhaiter pérenniser la majorité des actions entreprises, contre 91 % à 95 % dans les autres secteurs d'activité.
- Si les TPE de moins de 10 salariés ont relativement moins entrepris d'actions de sobriété énergétique en 2022, elles sont presque aussi nombreuses en proportion à compter les pérenniser (parmi celles en ayant entrepris) que les PME d'au moins 10 salariés (respectivement 60 % et 64 %).



Concernant la seule consommation d'électricité, une analyse de [l'Insee](#) montre que la moitié de la baisse de consommation en 2022 des industries intensives en énergie (-22 % entre décembre 2021 et décembre 2022) s'expliquerait par des comportements de sobriété, l'autre moitié traduisant une baisse de production de ces entreprises. Les comportements de sobriété auraient été plus marqués chez les entreprises qui n'avaient que peu augmenté leur efficacité énergétique les années passées et disposaient ainsi de plus grandes marges de manœuvre pour le faire.



03.

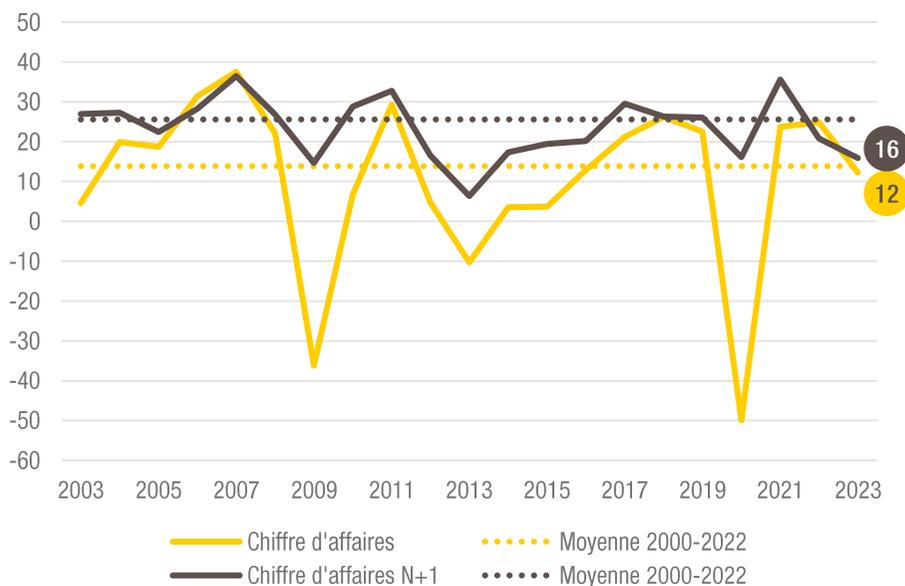


**PERSPECTIVES
2024**

Des perspectives d'activité encore peu allantes pour 2024

L'indicateur prévisionnel d'activité poursuit sa baisse pour retrouver les niveaux de 2020.

• GRAPHIQUE 17 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS ET LA SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



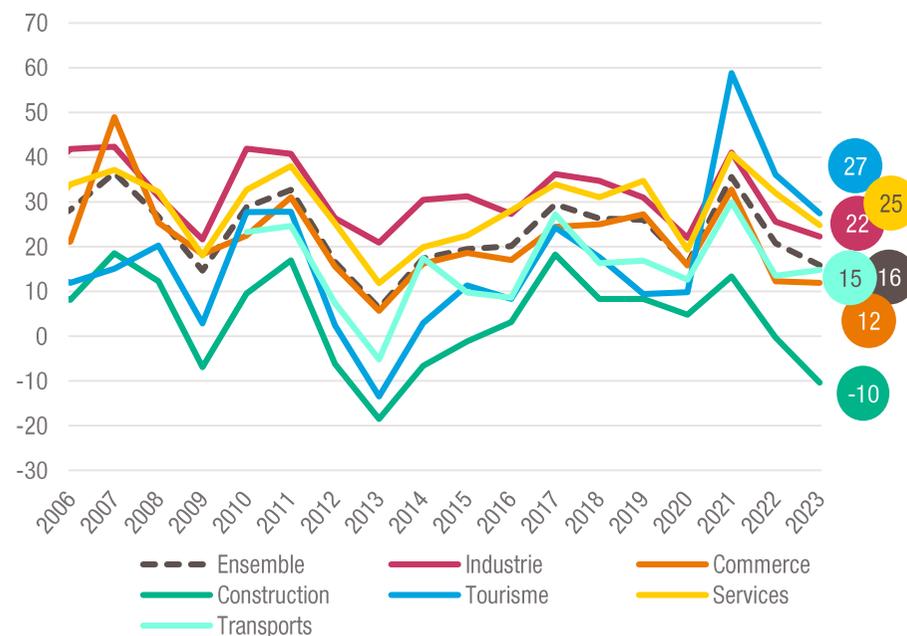
Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 5 points sur 1 an pour s'inscrire à +16 en mai 2023 pour 2024.

Champ: Total (N=5011); Source : Bpifrance Le Lab



La pression des taux d'intérêt et de l'inflation sur la demande intérieure pourrait limiter le rebond de l'activité en 2024. Dans ses [Projections Macroéconomiques de juin 2023](#), la Banque de France prévoit une croissance du PIB réel de +1,0 % en 2024 après +0,7 % en 2023. À noter que les perspectives pour 2024 sont entourées de nombreuses incertitudes, notamment géopolitiques, énergétiques, financières ou encore inflationnistes.

• GRAPHIQUE 18 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE PAR SECTEUR
SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=5011) ; Source : Bpifrance Le Lab

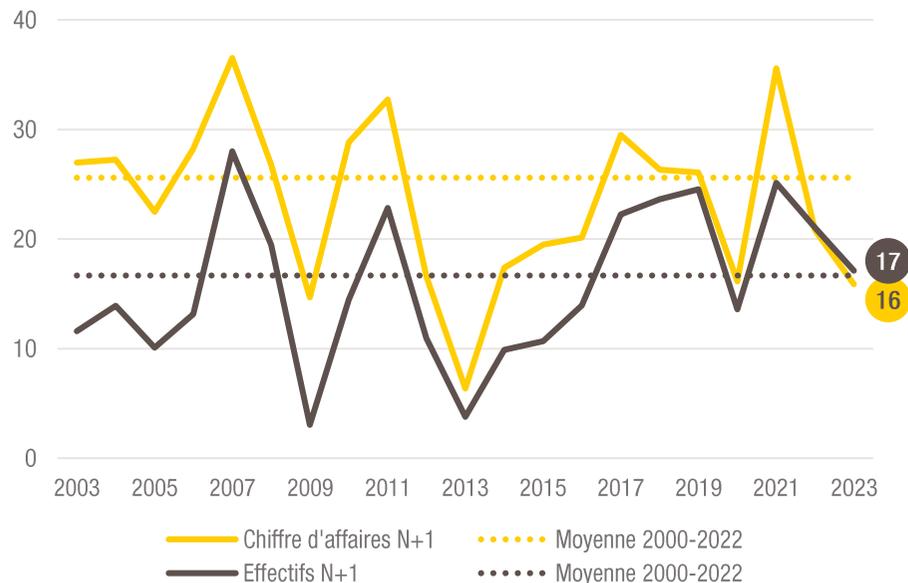
Les dirigeants sont peu confiants quant aux perspectives d'activité de leur entreprise pour 2024.

- Le solde d'opinion sur les perspectives d'activité pour l'année à venir poursuit sa baisse (-5 points sur un an à +16) et s'éloigne ainsi fortement de sa moyenne de long terme (+26).
- Alors que les coûts de production restent élevés (cf. [indice Insee](#)) et que la hausse des taux pèse sur le marché de l'immobilier, les perspectives d'activité se dégradent fortement dans la Construction, où la baisse de l'indicateur prévisionnel d'activité est la plus marquée (-10 points sur un an à -10, soit 16 points en dessous de sa moyenne de longue période). Les perspectives s'assombrissent également dans les Services et, dans une moindre mesure, l'Industrie (respectivement -7 et -4 points à +25 et +22). L'indicateur prévisionnel d'activité se stabilise à l'inverse dans le Commerce, à un niveau très inférieur à sa moyenne de longue période, ainsi que dans les Transports, secteurs qui souffriraient davantage en 2023. L'indicateur atteint le niveau le plus élevé dans le Tourisme à +27, en recul certes de 9 points sur un an mais à un niveau toujours nettement supérieur à sa moyenne de long terme (+18). Les TPE-PME du secteur anticipe ainsi une poursuite du rattrapage en 2024, bien qu'à un rythme moins soutenu.
- Les dirigeants de TPE de moins de 10 salariés sont plus pessimistes : l'indicateur prévisionnel d'activité perd 8 points à +4, soit un niveau nettement inférieur à la moyenne de long terme (+17), contre -3 points à +22 chez les PME d'au moins 10 salariés (pour une moyenne de long terme à +31).
- Les perspectives sont mieux orientées chez les TPE-PME exportatrices (-4 points à +34, un niveau légèrement inférieur à sa moyenne de long terme de +39) que chez celles tournées vers le marché intérieur uniquement (-5 points à +10, soit 12 points sous sa moyenne de long terme)

Ralentissement modéré des embauches en 2024

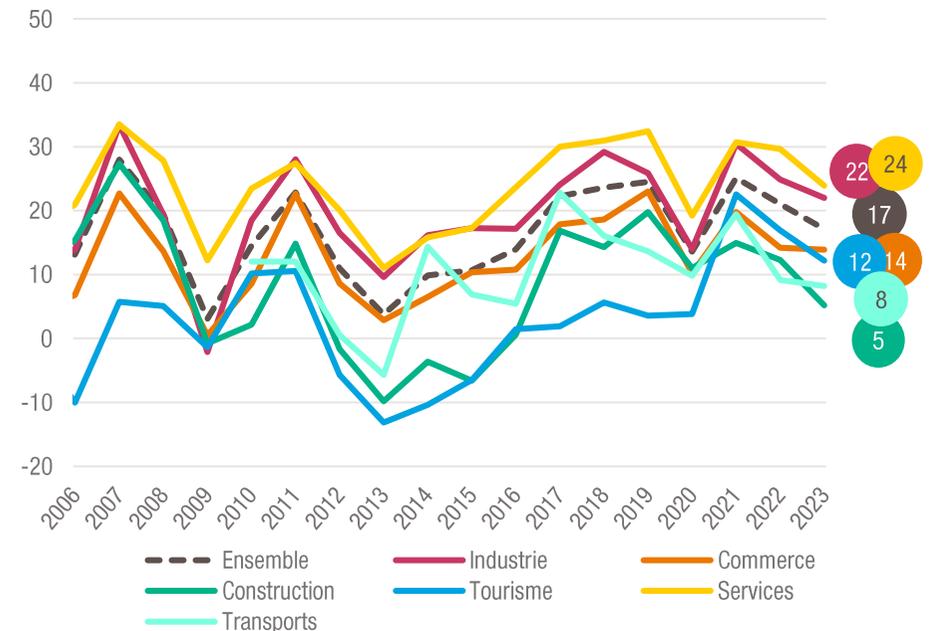
L'indicateur prévisionnel d'emploi fléchit, à un niveau proche de la moyenne observée sur la période 2000-2022.

• GRAPHIQUE 19 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 5 points sur 1 an pour s'inscrire à +16 en mai 2023 pour 2024.
Champ: Total (N=5011); Source : Bpifrance Le Lab

• GRAPHIQUE 20 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE SUIVANTE PAR SECTEUR
SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=5011) ; Source : Bpifrance Le Lab

Les embauches ralentiraient en 2024 mais resteraient relativement dynamiques au regard des perspectives d'activité.

- L'indicateur prévisionnel relatif aux effectifs perd 4 points sur un an, à +17 et retrouve son niveau moyen de long terme. Il dépasse ainsi l'indicateur prévisionnel d'activité, fait relativement rare historiquement.
- L'évolution anticipée des embauches par secteur est cohérente avec l'évolution sectorielle de l'activité : l'indicateur chute le plus fortement dans la Construction (-7 points à +5), s'inscrivant 4 points sous sa moyenne de longue période. Il perd 5 points dans le Tourisme tout en restant nettement au-dessus la moyenne observée sur la période 2000-2022. Il diminue également dans les Services (-6 points à +24) et, dans une moindre mesure, l'Industrie (-3 points à +22) où il reste encore supérieur à sa moyenne de longue période. L'indicateur reste quasi-stable dans le Commerce et les Transports.
- Les embauches resteraient plus dynamiques chez les TPE-PME exportatrices, innovantes et les PME d'au moins 10 salariés. Si elles enregistrent également une légère baisse de l'indicateur prévisionnel d'emploi, elles sont nettement plus nombreuses en proportion à envisager une hausse de leurs effectifs en 2024.

Conjoncture régionale : synthèse

Le ralentissement de l'activité en 2023 s'observe sur l'ensemble du territoire. Il est plus ou moins prononcé selon les régions.

L'activité serait plus dynamique que la moyenne dans le Centre-Val de Loire, l'Île-de-France et la région PACA, les TPE-PME anticipant une croissance comprise entre +1,6 % et +2,7 % (contre +1% en moyenne toutes régions confondues). Le solde d'opinion, en recul de 7 à 8 points en un an, demeure nettement supérieure à sa moyenne de long terme contrairement à ce que l'on observe dans les autres régions. L'activité serait à l'inverse la moins dynamique en Bourgogne-Franche-Comté, Grand-Est, Hauts-de-France et Normandie, les TPE-PME prévoyant en moyenne une croissance nulle de leur chiffre d'affaires. L'emploi se montre globalement plus résilient que l'activité, en particulier en Centre-Val de Loire et PACA où le solde d'opinion progresse de respectivement 7 et 4 points sur le semestre. Il est toutefois en recul sur un an, comme c'est le cas dans l'ensemble des régions. Les embauches ralentiraient notamment dans les Pays de la Loire, région qui enregistre la plus forte baisse du solde d'opinion ce semestre (-10 points), et en Normandie où elles seraient particulièrement peu dynamiques, le solde d'opinion s'inscrivant au plus bas niveau toutes régions confondues (+9).

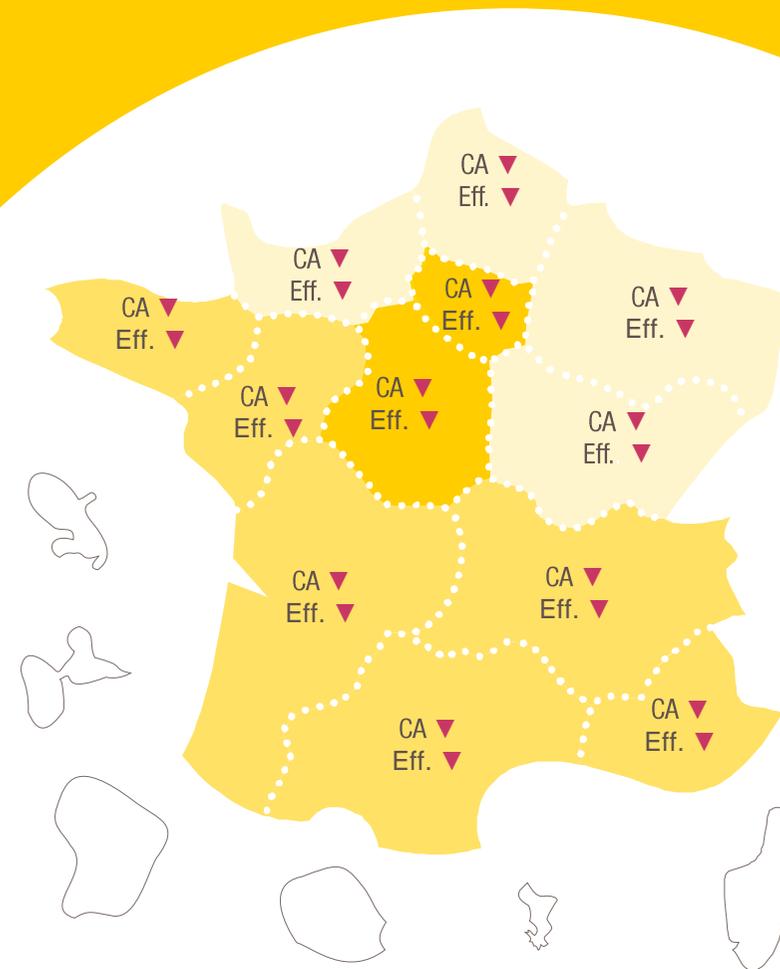
Les TPE-PME normandes et franciliennes investiraient relativement peu. Elles seraient 41 % à réaliser des investissements cette année en Normandie, une proportion en très net recul sur un an (50 % en mai 2022), et seulement 33 % en Île-de-France, des proportions bien inférieures à ce qu'elles étaient avant crise. À l'inverse, plus de la moitié des TPE-PME de Bourgogne-Franche-Comté, de Bretagne et des Pays de la Loire comptent investir cette année. Les montants investis seraient par ailleurs en forte accélération en Bourgogne-Franche-Comté. Ils sont en revanche attendus en ralentissement dans les Pays de la Loire, en Nouvelle Aquitaine et dans les Hauts-de-France.

Les difficultés de trésorerie des TPE-PME, qui ont été significativement contenues pendant la crise grâce aux dispositifs publics tels que le PGE, augmentent quelque peu. Les TPE-PME d'Occitanie et de PACA sont plus nombreuses à rencontrer des difficultés (28 % d'entre elles contre 25 % en moyenne nationale), les TPE-PME de PACA rapportant une nette dégradation de leur trésorerie au cours des six derniers mois (le solde d'opinion sur l'évolution récente de trésorerie perd 10 points en six mois à -17, le niveau le plus bas toutes régions confondues). À l'inverse, les TPE-PME normandes sont celles ayant rencontré le moins de difficultés de trésorerie au cours des 6 derniers mois (18 % d'entre elles).

Pour 2024, l'indicateur relatif à l'activité progresse en Centre-Val de Loire (+3 points sur 1 an) ainsi qu'en Bretagne et dans les Hauts-de-France (+1 point). Il recule en revanche dans toutes les autres régions. Les TPE-PME des régions PACA, Normandie, Occitanie et Pays de la Loire sont les plus pessimistes (-10 à -11 points). Les embauches sont également attendues en ralentissement, hormis en Centre-Val de Loire où le solde d'opinion progresse de 6 points, et en Auvergne-Rhône-Alpes (solde stable sur 1 an).

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur <https://lelab.bpifrance.fr/>.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

De -0,4 % à +0,4 %

De 0,5 % à 1,9 %

2,0 % et plus

Non significatif

▲ Solde d'opinion en hausse sur un an

▶ Solde d'opinion stable sur un an

▼ Solde d'opinion en baisse sur un an

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2023 ⁽¹⁾

	Moyenne 2000 à 2022*	Mai 2022	Mai 2023	Évolution / Mai 2022	Moyenne 2000 à 2022*	Mai 2022	Mai 2023	Évolution / Mai 2022	Moyenne 2000 à 2022*	Mai 2022	Mai 2023	Évolution / Mai 2022
Ensemble des TPE-PME	14	25	12		8	21	14		-4	-2	-3	
10 – 250 salariés	21	32	20		14	28	19		-2	2	-1	
Moins de 10 salariés	4	12	-2		0	8	4		-8	-9	-9	
Commerce	13	9	2		7	13	8		-6	-3	-6	
Construction	8	8	6		6	13	8		-9	-8	-8	
Industrie	17	35	16		7	29	18		0	2	1	
Services	19	29	16		13	26	18		-3	0	-1	
Tourisme	5	61	40		0	16	13		-12	-6	-6	
Transports	11	26	11		9	15	9		-7	-3	-11	

ANNÉE 2024 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME	26	21	16		17	21	17					
10 – 250 salariés	31	25	22		20	25	21					
Moins de 10 salariés	17	12	4		12	13	9					
Commerce	25	12	12		14	14	14					
Construction	6	0	-10		9	12	5					
Industrie	34	26	22		19	25	22					
Services	31	32	25		24	30	24					
Tourisme	18	36	27		5	17	12					
Transports	16	14	15		11	9	8					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)

* Moyenne 2010 à 2022 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009



04.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les **indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une **entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 77^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 39 157 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées au printemps 2022.

5 011 réponses reçues entre le 11 mai et le 12 juin 2023, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

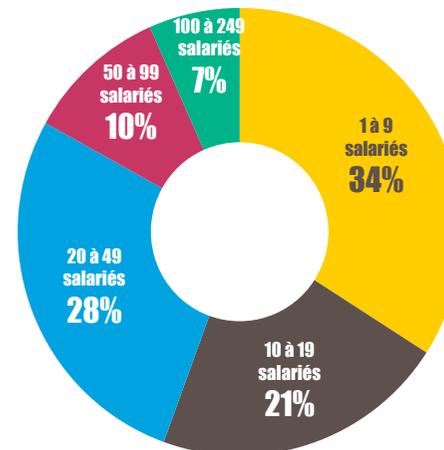
Des questions supplémentaires relatives au Prêt Garanti par l'État, aux difficultés d'approvisionnement, à l'évolution des salaires et des prix, aux investissements verts et au comportement de sobriété énergétique ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon.

Les réponses à ces questions supplémentaires ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME françaises:

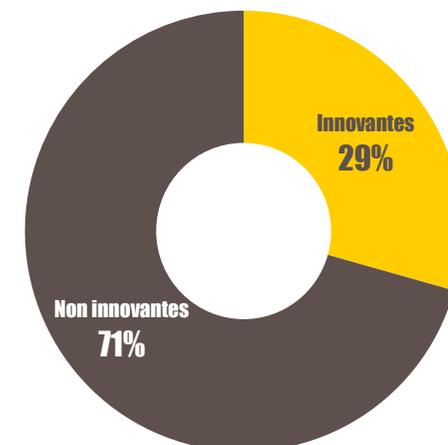
- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

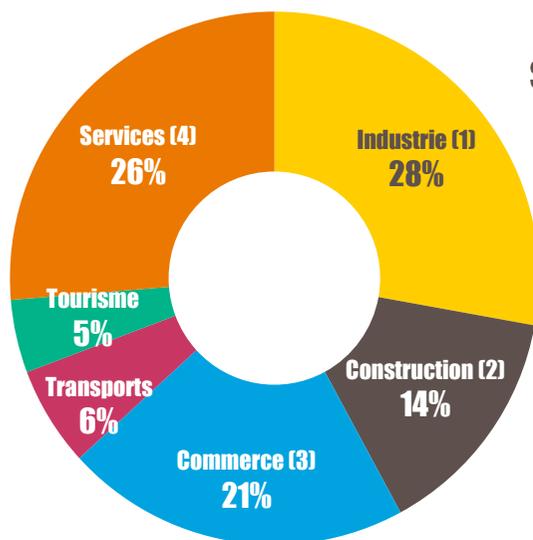
Taille



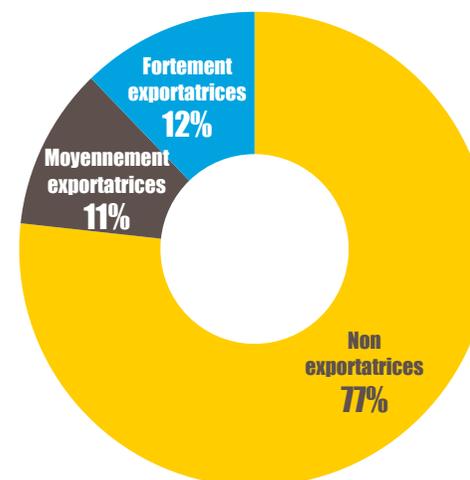
Caractère innovant



Secteur d'activité



Export



(1) 3 % agroalimentaire, 14 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation
 (2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics
 (3) 2 % commerce et réparation automobile, 13 % commerce de gros, 6 % commerce de détail
 (4) 22 % services aux entreprises, 4 % services aux particuliers

Responsables de l'étude : Sabrina El Kasmi, Laetitia Morin
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

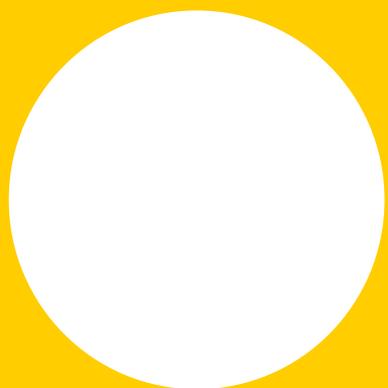
Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

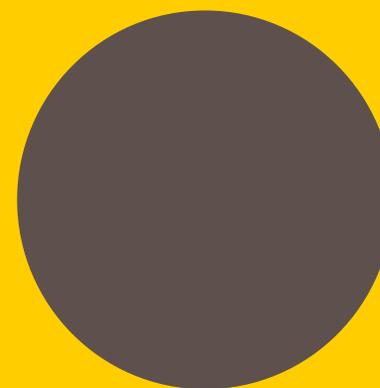


27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

lelab.bpifrance.fr



SERVIR L'AVENIR



lelab.bpifrance.fr